

«OCCIDENTALE» EN LIBYE

et enjeux de long terme

En fait, à un horizon relativement proche – sensiblement 2030/2050 – sur la base de l'évolution des tendances les plus récentes, il est permis d'imaginer un monde fondamentalement multipolaire dont les principaux pôles, au nombre d'une dizaine, seront constitués de puissances d'abord économiquement pertinentes de par leurs dynamiques internes de créativité et celles de leur importante participation aux échanges économiques mondiaux : Etats-Unis, Union européenne, Chine, Inde, Japon, Russie, Brésil, une Corée réunifiée ; ainsi qu'éventuellement, si leur trajectoire économique actuelle se confirme et si elles améliorent substantiellement leurs performances dans les domaines de la science et de la technologie, l'Indonésie et la Turquie.

A partir de cette dizaine de pôles – économiquement de base, en quelque sorte – ne devraient pas émerger, de par leur impact significatif au plan militaire, plus de deux ou trois puissances globales : Etats-Unis et Chine bien sûr et, peut-être, l'Inde, avec un rôle plus centré sur des perspectives hégémoniques en Asie même et ouvertes sur l'océan Indien.

Au final, dans cette problématique, comme l'indiquent plusieurs hypothèses – déjà très sérieusement et officiellement évoquées au sein des élites dirigeantes russes elles-mêmes, conscientes des graves déficits systémiques de leur pays, notamment d'ordre démographique – l'OTAN s'étendrait, selon la formule désormais consacrée, de Vancouver à Vladivostok. Englobant l'Amérique du Nord et l'essentiel de l'espace eurasiatique – Union européenne et Russie comprises donc, ainsi qu'au moins un pays musulman important, la Turquie – l'OTAN devrait clairement émerger comme la plus grande et la plus puissante alliance militaire au monde.

X) Or, cette Alliance, quelles que soient les évolutions futures de sa configuration, est pour nous, aujourd'hui déjà, un voisin avec lequel, depuis 2000, soit avant même le 11 septembre 2001, nous avons commencé à entretenir d'importantes relations officielles de coopération. Développées, soit dans le cadre du «Dialogue méditerranéen» – réunissant notamment les autres pays de l'UMA, à l'exception de la Libye, ainsi que l'Egypte – soit dans un cadre bilatéral, soit encore dans un cadre parlementaire et marquées par la visite du président Bouteflika au siège de l'Alliance, à Bruxelles, en 2001. Par ailleurs, depuis 2004, nous sommes également engagés dans une initiative «5+5 Défense» qui, outre les cinq pays de l'UMA, implique du côté européen cinq pays membres de l'OTAN : Portugal, Espagne, France, Italie et Malte. Tout comme, sous un autre angle, il convient de ne pas oublier le

rôle joué par l'OTAN en 1999 pour protéger les populations du Kosovo dans le cadre des «accords de Rambouille» et qui, finalement, a permis l'émergence, en Europe, d'un Etat indépendant et à majorité musulmane. C'est donc dire qu'il convient de se méfier de toute approche essentialiste qui, ipso facto, diaboliserait en soi l'OTAN et/ou «l'Occident» et reviendrait à les utiliser comme un nouvel «axe du mal» à rebours, servant de repoussoir – assimilables à l'ogre, «ghoul» ou «bouloulou», de notre enfance – et visant à immédiatement déclencher des réflexes pavloviens de rejet. Car reprendre les clichés d'hier, voire d'avant-hier, pour les plaquer tels quels sur les réalités en rapide mutation d'aujourd'hui ne peut que conduire à de graves erreurs d'appréciation de telle ou telle situation et – beaucoup plus inquiétant – surtout à une incompréhension totale de la complexité contemporaine que façonne tous les jours la jeunesse du monde, celle de nos pays en premier lieu, comme l'illustrent les évolutions dans nombre de pays arabes.

XI) Cette incompréhension des dynamiques contemporaines est précisément patente dans les thèses «complotistes» postulant l'intervention non déclarée d'acteurs extérieurs «occidentaux» et selon lesquelles tous les événements actuels étaient préparés depuis longtemps dans des officines obscures, des cabinets noirs et des «think tanks» mystérieux. Et c'est ainsi que, quotidiennement, se déversent sur nous, à n'en plus finir, des informations faisant état de tel ou tel document ou bien de tel ou tel conciliabule, tous évidemment plus ou moins secrets, datant de quelques années et qui, bien sûr, avaient soigneusement tout «préparé». Ce «complotisme» vivace, pour l'essentiel, correspond à une perception du monde dans laquelle des super-acteurs «occidentaux» ultra-puissants – véritables «deus ex machina» contemporains – agiraient en permanence en maîtres ultimes des destinées du monde dont ils manipuleraient sans cesse tous les autres acteurs. Que cette thèse soit vérifiée ou pas importe peu car en réalité elle ne résout aucun problème et n'est que d'un très faible apport en termes de compréhension des évolutions du monde et de formulation d'une vision et d'une politique globales à son égard. En effet, elle repose sur une évidence puisque, depuis que le monde existe, les dominants ont toujours essayé de maintenir et renforcer leur domination et, en sens inverse, les dominés ont toujours essayé – à juste titre – de la contester pour se libérer. D'autant qu'en dernière analyse, les faibles résultats de ces manipulations sont souvent patents et je n'en voudrai pour preuve que deux exemples. Les Etats-Unis ont

pensé utiliser, comme un simple instrument «technique», les combattants islamistes en Afghanistan pour chasser les Soviétiques et se sont retrouvés attaqués sur leur sol le 11 septembre 2001. Tout comme, d'un autre point de vue, tous les «complots» – certainement bien plus que réels – manigancés par les Etats-Unis pour contrer la République populaire de Chine, depuis le 1^{er} octobre 1949, ne l'ont pas empêchée de devenir, à la fois, la grande puissance qu'elle est aujourd'hui et, par une admirable ruse de l'Histoire, le premier créancier de son – ancien ? – ennemi. Car, en dernière analyse, seule compte la volonté de changement des peuples, telle que matérialisée dans leurs capacités effectives à évoluer au rythme du monde et à lui imprimer leur marque.

XII) Or, aujourd'hui, le nouveau contexte mondial est le résultat d'une extension et d'un approfondissement des logiques de mondialisation qui, depuis longtemps déjà, ont gagné les domaines de la culture, des idées, des symboles, des perceptions, des imaginaires et des rêves mêmes, contribuant ainsi directement à bouleverser tout ce qui, dans chacune des sociétés, concerne les systèmes de normes et de valeurs.

La diffusion massive croissante des nouvelles technologies de l'information et de la communication – Internet, téléphones portables, télévisions satellitaires, réseaux sociaux, etc. – dont, par ailleurs, les coûts d'acquisition des produits ou d'accès aux services ne cessent régulièrement de baisser a complètement bouleversé tous les canaux traditionnels de circulation de l'information et de la connaissance. Et c'est ainsi que le «village global» chaque jour un peu plus en voie de rétrécissement dans lequel nous vivons permet à tous les peuples – et donc à ceux du Sud aussi – de s'ouvrir au monde, de mieux se connaître les uns les autres, de considérer qu'ils ont droit aux mêmes modes de régulation de la société, de l'économie, de l'Etat que ceux prévalant dans les sociétés qu'ils considèrent – le plus souvent légitimement – comme les plus avancées.

Si besoin était, les migrations internationales du Sud vers le Nord sont là pour prouver tous les jours la très forte attractivité du modèle des sociétés ouvertes telles qu'elles fonctionnent en Europe et en Amérique du Nord.

XIII) Dans un tel contexte, il est tout à fait compréhensible que les peuples du Sud – arabes aujourd'hui, probablement africains subsahariens demain – estiment inacceptables les modes de gouvernance fondamentalement autoritaires et même carrément humiliants qui leur sont imposés. Ils voient successivement «passer» – notamment grâce aux images quotidiennement véhiculées par

les télévisions satellitaires – 3,4,5, voire plus, leaders dans les pays démocratiques alors qu'ils sont eux-mêmes soumis à la dictature prédatrice se voulant éternelle d'un seul leader local.

Ou, encore plus grave, dans certains cas, après son décès, il est remplacé par son fils comme cela a pu être déjà le cas en Syrie et au Gabon et, en Asie, dans un autre royaume de l'absurde, la sinistre Corée du Nord. A cet égard, probablement encore plus que tous les autres, le régime libyen déchu est absolument scandaleux car il représente de manière caricaturale tous les défauts des systèmes autoritaires en place puisque, pendant 42 ans, un pays entier a été géré comme une propriété personnelle. Evidemment, ce genre de régime pour mieux faire illusion va toujours se vêtir d'un appareil en «isme» quelconque, alors qu'en dernière analyse seule compte pour lui la stricte pérennité du cercle familial étroit qui contrôle le pays.

Les deux exemples patents de la Syrie et de la Libye montrent que les régimes maintenus en place par la terreur n'ont plus aucun projet national crédible.

Actuellement, à la télévision, tous les jours, on voit des chars de l'armée syrienne entrer en action contre des populations manifestant pacifiquement, alors qu'une partie du territoire national (le plateau du Golan) est occupée depuis 1967. Dans le même sens, lors qu'en septembre 2007, l'aviation israélienne avait détruit une importante installation stratégique – à caractère nucléaire ? – syrienne, à aucun moment le régime n'a exprimé la moindre protestation. Situation absolument inimaginable et qui donne clairement une idée de l'incapacité de ce type de pouvoir à tourner ses canons vers une autre cible que celle constituée par son propre peuple.

XIV) Alors, évidemment face à ces situations se pose la question de la souveraineté nationale qui, régulièrement, revient comme un thème majeur dans les débats actuels. Encore faut-il savoir quel sens elle peut encore avoir dans le contexte de régimes dictatoriaux et prédateurs qui massacrent des populations civiles sans défense.

Tout en étant attaché, en termes de principe, bien sûr, au concept de souveraineté nationale, je considère que «la balle est dans notre camp» et que c'est à nous de lui donner un contenu réel qui la rende digne d'être respectée. Ou alors, la souveraineté nationale doit-elle devenir la simple justification légale du massacre des peuples à huis clos par les élites prédatrices locales qui considéreraient comme de banales affaires internes, un processus d'élimination physique non pas de citoyens, mais de serfs, voire d'esclaves ? Lorsque le pouvoir des Khmers rouges au Cambodge s'est lancé, après

1975, dans une entreprise d'extermination – maintenant clairement établie comme étant assimilable à un génocide et jugée comme telle par une juridiction internationale – fallait-il lui laisser les mains libres, au motif que, comme pouvoir en place, il était protégé par le principe de souveraineté nationale ? A cet égard, il convient de relever que dans le cas du Cambodge, c'est le Vietnam voisin qui est intervenu et, au début de l'année 1979, en renversant le pouvoir criminel des Khmers rouges, a mis fin au génocide en cours dans le pays. Qu'en est-il des contextes internationaux directs dans le monde arabe et en Afrique ? Les deux organisations régionales concernées – Ligue arabe et Union Africaine – se sont largement discréditées en devenant, de fait, des clubs de défense des intérêts des chefs d'Etat en place, proposant, à ce titre, des solutions formelles et étiquées, «réinventant éternellement l'eau tiède» et ne tenant aucun compte des intérêts réels des peuples. Une récente et timide avancée de la Ligue arabe sur la crise syrienne est en cours et devra être évaluée au terme du processus engagé à l'aune de ses résultats. D'ailleurs, il est significatif que les coordinations des manifestations syriennes qui, symboliquement, donnent un nom à chaque vendredi ont décidé d'appeler celui du 9 septembre 2011 «vendredi de la protection internationale», dans une démarche qui, très justement, relativise de beaucoup – voire, rejette – la fausse sacralité dont certains pouvoirs veulent entourer la notion de souveraineté nationale, en la réduisant à un simple instrument au service de leurs stricts intérêts de survie et de prédation.

XV) Le monde arabe traverse actuellement une période historique absolument essentielle car, pour la première fois depuis la phase des luttes anticoloniales, il s'inscrit de nouveau dans le sens de l'histoire, et ce, dans la mesure où, de plus en plus, y circulent et y prennent racine des dynamiques sociales significatives procédant de logiques intellectuelles et symboliques ouvertes sur l'universalité ; notamment celles relatives à l'Etat de droit et aux droits de l'homme. Bien sûr, comme sous d'autres cieux, une hirondelle ne fera pas le «printemps arabe» d'autant que cette expression, forgée à la va-vite ne correspond nullement à la temporalité réelle des évolutions nécessaires – dans les économies, les sociétés et les consciences individuelles et collectives – qui sont déjà en train de marquer la région et qui vont demander encore beaucoup de temps. En effet, la gravité des problèmes accumulés par la région n'incite pas à croire à l'imminence de solutions miraculeuses que permettrait, ipso facto, de dégager un processus démocratique.

Suite en page 10